

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 754

[C - 97/27195]

**6 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'octroi de subventions aux commissions de gestion des parcs naturels. — Erratum**

Le texte de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 18 mars 1997 à la page 6254, doit être remplacé par le texte qui suit :

**6 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs organisateurs et aux commissions de gestion des parcs naturels**

Le Gouvernement wallon,

- Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, notamment les articles 10 et 22;
- Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;
- Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;
- Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 1996;
- Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 1996;
- Vu l'avis du Conseil d'Etat;
- Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° le Ministre : le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions;
- 2° parc : le parc naturel défini à l'article 1^{er} du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;
- 3° maison du parc : lieu de la gestion administrative du parc et lieu de la coordination des actions menées pour la promotion et le développement du parc.

CHAPITRE II. — Subvention de fonctionnement

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie à chaque commission de gestion une subvention annuelle permettant au parc d'assurer son fonctionnement.

Font partie des coûts de fonctionnement : les coûts de personnel, les frais administratifs et comptables, les frais de missions et de représentations, les frais de déplacements, les frais de traitement informatique des données, les frais de documentation, les frais d'équipement ainsi que les coûts d'acquisition ou de rénovation de biens meubles nécessaires à la gestion quotidienne du parc.

Art. 3. Le taux de la subvention annuelle est fixé à 80 pour cent des coûts concernés à l'article 2, alinéa 2 avec un maximum de trois millions cinq cent mille francs par parc.

Le montant maximum visé à l'alinéa précédent est adapté annuellement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Il est rattaché à l'indice 119,22 de septembre 1994.

Les montants cumulés de la subvention et de la participation du pouvoir organisateur ou d'un autre pouvoir public, des organismes nationaux ou internationaux, ou de personnes physiques ou morales ne peuvent en aucun cas dépasser le montant total des coûts de fonctionnement du parc.

Art. 4. En vue de bénéficier de la subvention annuelle, la commission de gestion fait parvenir à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement :

- 1° pour le 15 janvier : le budget du parc pour l'année en cours;
- 2° pour le 15 mars : un état définitif des dépenses effectuées au cours de l'année précédente et un rapport détaillé des activités réalisées l'année précédente;
- 3° pour le 1^{er} août : un rapport sur les dépenses prévues pour l'année suivante, ainsi qu'un premier état des dépenses effectuées pour l'année en cours.

L'alinéa 1^{er}, 2° ne s'applique pas à la commission de gestion d'un parc naturel nouvellement créé, lorsque l'installation de cette commission date de moins d'un an.

Art. 5. Le Ministre décide, dans un délai n'excédant pas un mois, du principe de l'octroi des subventions sur la base des documents visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

Art. 6. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

- 1° une première tranche, d'un montant maximum égal à 50 pour cent de la subvention, à la notification de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable;

2° une deuxième tranche, d'un montant maximum égal à 30 pour cent de la subvention, au plus tard le 30 septembre de l'année subventionnée dès réception des documents visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3° et sur la présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable;

3° le solde au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année subventionnée sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée des pièces justificatives de la subvention et d'un relevé des dépenses relatives à l'ensemble du budget du parc.

Art. 7. Le Ministre désigne l'agent chargé du contrôle de l'emploi des subventions.

La commission de gestion est tenue d'établir un document comptable relatif à tout transfert de fonds financé partiellement ou totalement par la Région.

CHAPITRE III. — *Subvention en investissement*

Art. 8. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie à chaque pouvoir organisateur de parc une subvention pour les investissements immobiliers nécessaires à l'établissement de la maison du parc.

Art. 9. Le taux de la subvention pour les investissements immobiliers est fixé à 60 pour cent des coûts avec un maximum de six millions de francs par parc.

Art. 10. En vue de bénéficier de la subvention pour les investissements immobiliers, le pouvoir organisateur du parc transmet le dossier relatif au projet à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Ce dossier comporte en trois exemplaires :

1° la délibération du pouvoir organisateur du parc approuvant le projet, choisissant le mode de passation du marché et sollicitant les subsides;

2° la description du projet;

3° un plan de situation et de cadastre;

4° le cahier spécial des charges, le métré descriptif et le devis estimatif.

Le Ministre octroie la promesse de principe de subside.

Le pouvoir organisateur du parc engage la procédure de passation du marché et transmet, par la même voie que celle décrite ci-dessus, le dossier constitué des pièces suivantes :

1° deux exemplaires de la délibération du pouvoir organisateur du parc désignant l'adjudicataire;

2° deux exemplaires de la soumission ou de l'offre retenue;

3° deux exemplaires des autres soumissions ou offres;

4° deux exemplaires du procès-verbal d'ouverture des soumissions;

5° deux exemplaires du rapport d'adjudication;

6° deux exemplaires des documents relatifs à l'agrément de l'entrepreneur et à sa situation à l'égard de l'O.N.S.S.;

7° cinq exemplaires du cahier spécial des charges ayant servi de base à la passation du marché.

Art. 11. La subvention pour les investissements immobiliers est liquidée au fur et à mesure de l'exécution des travaux sur présentation d'une déclaration de créance accompagnée des factures et des états d'avancement des travaux approuvés par le pouvoir organisateur du parc et l'agent de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement désigné par le Ministre.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 février 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 754

{C - 97/27195}

6. FEBRUAR 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an die Verwaltungskommissionen der Naturparks — Erratum

Der Text des vorerwähnten Erlasses, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. März 1997 auf Seite 6255 veröffentlicht wurde, soll durch den folgenden Text ersetzt werden:

6. FEBRUAR 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an die veranstaltenden Behörden und an die Verwaltungskommissionen der Naturparks

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, insbesondere der Artikel 10 und 22;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Naturerhaltung);

Aufgrund des am 17. Dezember 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;
 Aufgrund des am 20. Dezember 1996 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;
 Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;
 Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
 Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört;

2° Park: der in Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks bestimmte Naturpark;

3° Haus des Parks: Stelle der administrativen Verwaltung des Parks und Stelle der Koordination der für die Förderung und die Entwicklung des Parks vorgenommenen Maßnahmen.

KAPITEL II — *Betriebszuschuß*

Art. 2 - In den Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister jeder Verwaltungskommission einen jährlichen Zuschuß, um den Betrieb des Parks zu gewährleisten.

Die Betriebskosten umfassen: die Personalkosten, die Verwaltungs- und Buchführungskosten, die Missions- und Repräsentationskosten, die Fahrtkosten, die Datenverarbeitungskosten, die Dokumentationskosten, die Ausrüstungskosten sowie die Erwerbs- und Renovierungskosten für die beweglichen Güter, die für die tägliche Verwaltung des Parks notwendig sind.

Art. 3 - Der Satz des jährlichen Zuschusses wird auf 80% der in Artikel 2 Absatz 2 betroffenen Kosten festgelegt, und zwar mit einem Höchstbetrag von drei Millionen fünfhunderttausend BEF pro Park.

Der im vorstehenden Absatz erwähnte Betrag wird jährlich der Entwicklung des Index der Verbraucherpreise angepaßt. Er wird an den Index 119,22 vom September 1994 gebunden.

Die kumulierten Beträge des Zuschusses und der Beteiligung von der veranstaltenden Behörde oder von einer anderen öffentlichen Behörde, von nationalen oder internationalen Einrichtungen oder von natürlichen oder juristischen Personen dürfen auf keinen Fall den gesamten Betrag der Betriebskosten des Parks überschreiten.

Art. 4 - Um den jährlichen Zuschuß erhalten zu können, schickt die Verwaltungskommission der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt das Folgende zu:

1° vor dem 15. Januar: den Haushaltsplan des Parks für das laufende Jahr;

2° vor dem 15. März: eine endgültige Aufstellung der im Laufe des vorhergehenden Jahres getätigten Ausgaben und einen ausführlichen Bericht über die im Laufe des vorhergehenden Jahres verwirklichten Tätigkeiten;

3° vor dem 1. August: einen Bericht über die für das nächste Jahr vorgesehenen Ausgaben sowie eine erste Aufstellung der im laufenden Jahr getätigten Ausgaben.

Der Absatz 1, 2° findet keine Anwendung auf die Verwaltungskommission eines neu errichteten Naturparks, wenn diese Kommission vor weniger als einem Jahr eingesetzt worden ist.

Art. 5 - Der Minister entscheidet in einer Frist von höchstens einem Monat über die prinzipielle Gewährung der Zuschüsse auf der Grundlage der in Artikel 4 Absatz 1 1° und 2° erwähnten Unterlagen.

Art. 6 - Der Zuschuß wird nach den folgenden Modalitäten ausgezahlt:

— ein erster Abschnitt mit einem Höchstbetrag von 50% des Zuschusses bei der Notifizierung des Zuschusses gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Schuldforderung;

— ein zweiter Abschnitt mit einem Höchstbetrag von 30% des Zuschusses spätestens am 30. September des bezuschußten Jahres sofort nach dem Eingang der in Artikel 4 Absatz 1 3° erwähnten Unterlagen und gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Schuldforderung;

— der Restbetrag spätestens am 30. April des Jahres nach dem bezuschußten Jahr gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Schuldforderung zusammen mit den Belegen des gesamten Zuschusses und einer Abrechnung der Ausgaben bezüglich des gesamten Haushalts des Parks.

Art. 7 - Der Minister bezeichnet den Bediensteten, der mit der Kontrolle der Benutzung der Zuschüsse beauftragt wird.

Die Verwaltungskommission ist verpflichtet, eine Buchungsunterlage über jede ganz oder teilweise von der Region finanzierte Geldüberweisung auszustellen.

KAPITEL III — *Investitionszuschuß*

Art. 8 - In den Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister jeder veranstaltenden Behörde von Park einen Zuschuß für die Immobilieninvestitionen, die für die Errichtung des Hauses des Parks notwendig sind.

Art. 9 - Der Satz des Zuschusses für Immobilieninvestitionen wird auf 60% der Kosten festgelegt, und zwar mit einem Höchstbetrag von sechs Millionen BEF pro Park.

Art. 10 - Um den Zuschuß für Immobilieninvestitionen erhalten zu können, schickt die veranstaltende Behörde des Parks der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt die Akte über das betreffende Projekt zu.

Diese Akte enthält in dreifacher Ausfertigung:

1° den Beschluß der veranstaltenden Behörde des Parks zur Genehmigung des Projekts, zur Wahl der Art der Auftragsvergabe und zur Beantragung der Zuschüsse;

2° die Beschreibung des Projekts;

3° einen Lage- und Katasterplan;

4° das Sonderlastenheft, die Maßenermittlung und den Kostenvoranschlag.

Der Minister gibt die prinzipielle Zuschußzusage ab.

Die veranstaltende Behörde des Parks leitet das Verfahren der Auftragsvergabe ein und übermittelt auf dem hieroben beschriebenen Weg die Akte, die aus den folgenden Stücken besteht:

- 1° zwei Exemplare des Beschlusses der veranstaltende Behörde des Parks zur Bezeichnung des Auftragnehmers;
- 2° zwei Exemplare des berücksichtigten Angebots;
- 3° zwei Exemplare der anderen Angebote;
- 4° zwei Exemplare des Protokolls der Submissionseröffnung;
- 5° zwei Exemplare des Ausschreibungsberichts;
- 6° zwei Exemplare der Unterlagen über die Zulassung des Unternehmers und über seine Lage, was das Landesamt für soziale Sicherheit betrifft;
- 7° fünf Exemplare des Sonderlastenheftes, das als Grundlage für die Auftragsvergabe gedient hat.

Art. 11 - Der Zuschuß für Immobilieninvestitionen wird im Verhältnis zum Fortschritt der Arbeitsdurchführung gegen Vorlage einer Schuldforderung zusammen mit den Rechnungen und den Arbeitsfortschrittsberichten, die von der veranstaltenden Behörde des Parks und vom durch den Minister bezeichneten Bediensteten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt genehmigt worden sind, ausbezahlt.

KAPITEL IV — *Schlußbestimmungen*

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Februar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 754

[C - 97/27195]

6 FEBRUARI 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van natuurparken. — Erratum

De tekst van bovengenoemd besluit, dat in het *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1997 op blz. 6257 werd bekendgemaakt, moet door de volgende tekst vervangen worden :

6 FEBRUARI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van toelagen aan de inrichtende machten en beheerscommissies van natuurparken

De Waalse Regering,

- Gelet op het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, inzonderheid op de artikelen 10 en 22;
- Gelet op het advies van de Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest;
- Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud);
- Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 december 1996;
- Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 1996;
- Gelet op het advies van de Raad van State;
- Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen*

Artikel 1. Voor de uitvoering van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort;
- 2° park : natuurpark zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken;
- 3° parkhuis : plaats van het administratieve parkbeheer en van de coördinatie van de acties die worden gevoerd voor de promotie en de ontwikkeling van het park.

HOOFDSTUK II. — *Werkings-toelage*

Art. 2. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten verleent de Minister aan alle beheerscommissies een jaarlijkse toelage met het oog op de goede werking van hun park.

De werkingskosten bestaan uit personeelskosten, boekhoudkundige en administratieve kosten, opdracht- en vertegenwoordigingskosten, reis-, dataverwerkings-, documentatie- en uitrustingskosten, alsook uit aankoop- of renovatiekosten betreffende roerende goederen die nodig zijn voor het dagelijkse parkbeheer.

Art. 3. Het percentage van de jaarlijkse toelage wordt vastgesteld op 80 % van de in artikel 2, tweede lid, bedoelde kosten, met een maximum van drie miljoen vijfhonderdduizend frank per park.

Het in het vorige lid bedoelde maximumbedrag wordt jaarlijks aangepast aan de index van de verbruikersprijzen. Het wordt gekoppeld aan de index 119,22 van september 1994.

De toelage en de bijdrage van de inrichtende macht of van een andere openbare macht, van de nationale of internationale instellingen, of van natuurlijke of rechtspersonen mogen samen in geen geval het totaalbedrag van de werkingskosten van het park te boven gaan.

Art. 4. Om de jaarlijkse toelage te verkrijgen moet de beheerscommissie de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de volgende gegevens verstrekken :

1° vóór 15 januari : de begroting van het park voor het lopende jaar;

2° vóór 15 maart : een definitieve stand van de uitgaven van het jaar tevoren en een uitvoerig verslag van de activiteiten van het jaar tevoren;

3° vóór 1 augustus : een overzicht van de uitgaven die voor het volgende jaar voorzien worden, alsook een eerste stand van de uitgaven voor het lopende jaar.

Het eerste lid, 2°, is niet van toepassing op de beheerscommissie van een nieuw natuurpark die sinds minder dan één jaar ingesteld is.

Art. 5. De Minister heeft één maand tijd om zich uit te spreken over het principe van toekenning van de toelagen op grond van de documenten waarvan sprake in artikel 4, eerste lid, 1° en 2°.

Art. 6. De toelage wordt op de volgende wijze uitbetaald :

1° een eerste gedeelte, gelijk aan maximum 50 % van het totaalbedrag, bij de aankondiging van de toelage en op vertoon van een waar en oprecht verklaarde aangifte van schuldvordering;

2° een tweede gedeelte, gelijk aan maximum 30 % van het totaalbedrag, uiterlijk 30 september van het jaar waarop de toelage betrekking heeft, bij ontvangst van de in artikel 4, eerste lid, 3°, bedoelde documenten en op vertoon van een waar en oprecht verklaarde aangifte van schuldvordering;

3° het saldo, uiterlijk 30 april van het jaar na dat waarop de toelage betrekking heeft, op vertoon van een waar en oprecht verklaarde aangifte van schuldvordering, samen met de bewijsstukken die de toelage rechtvaardigen en een uitgaaflijst betreffende de gezamenlijke begroting van het park.

Art. 7. De Minister wijst de ambtenaar aan die moet toezien op het gebruik van de toelagen.

De beheerscommissie moet de boeken houden van elke geldoverdracht die gedeeltelijk of geheel door het Gewest wordt uitgevoerd.

HOOFDSTUK III. — Toelagen voor investeringen

Art. 8. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten verleent de Minister aan de inrichtende macht van elk park een toelage voor onroerende investeringen die noodzakelijk zijn voor de oprichting van het parkhuis.

Art. 9. Het toelagepercentage voor onroerende investeringen wordt op 60 % van de kosten vastgesteld, met een maximum van zes miljoen frank per park.

Art. 10. Om de toelage voor onroerende investeringen te verkrijgen moet de inrichtende macht van het park het dossier m.b.t. het project bij de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu indienen.

Dit dossier bevat in drievoud :

1° de beslissing van de inrichtende macht van het park waarbij het project wordt goedgekeurd, de wijze van gunning van de opdracht wordt gekozen en de toelagen worden aangevraagd;

2° de beschrijving van het project;

3° een situatietekening en een kadastraalplan;

4° het bestek, de beschrijvende opmeting en de kostenraming.

De principebelofte van subsidiëring wordt door de Minister gedaan.

De inrichtende macht van het park opent de procedure van gunning van de opdracht en bezorgt de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu een dossier met de volgende stukken :

1° twee exemplaren van de beraadslaging van de inrichtende macht van het park waarbij de aannemer wordt aangewezen;

2° twee exemplaren van de weerhouden inschrijvingen of offertes;

3° twee exemplaren van de andere inschrijvingen of offertes;

4° twee exemplaren van het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen;

5° twee exemplaren van het aanbestedingsverslag;

6° twee exemplaren van de documenten betreffende de erkenning van de ondernemer en zijn situatie t.o.v. de R.S.Z.;

7° vijf exemplaren van het bestek dat als basis heeft gediend voor de gunning van de opdracht.

Art. 11. De toelage voor onroerende investeringen wordt al naar gelang de uitvoering van de werkzaamheden uitbetaald op vertoon van een aangifte van schuldvordering, samen met de facturen en de stand van de werkzaamheden, goedgekeurd door de inrichtende macht van het park en de door de Minister aangewezen ambtenaar van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 februari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN